CASABLANCA: provocations colonialistes et répression policière sanglante

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

JEUDI 21 JUILLET 1955

Cinquante-septième année. - N° 440

HEBDOMADAIRE. - Le N° 20 Frs

SECTION DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE LIBERTAIRE

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

REDACTION-ADMINISTRATION: 145, qu. de Valmy, Paris-10e

C.C.P. R. JOULIN, PARIS 5561-76

ABONNEMENTS
FRANCE-COLONIES: 52 n°s: 1.000 fr.
26 n°s: 500 fr.; 13 n°s: 250 fr.
AUTRES PAYS: 52 n°s: 1.250 fr
26 n°s: 625 fr.
Pour tout changement d'adresse joindre 30 francs et la dernière bande

Pour la libération de Pierre MORAIN

LA LUTTE CONTINUE

LA demande de mise en liberté provisoire déposée par les avocats de Pierre Morain ne permet aucun espoir, car elle sera presque certainement refusée.

Cependant, les avocats ont pu obtenir que le jugement ait lieu rapidement, certainement fin juillet, avant les vacances des tribunaux. De cette façon, au cas où notre camarade serait acquitté, le temps de détention préventive sera limité au maximum.

La campagne de protestation se développe, s'amplifie chaque jour. Chaque jour de nouveaux travailleurs se joignent à la lutte.

Tous !

● Solidarité pécuniaire pour une grande campagne de protestation (C.C.P. R. Joulin 5561-76 Paris). André Marty s'est inscrit en tête AVEC 5.000 FRANCS.

● Solidarité active par les inscriptions, les collages d'affiches, les distributions de tracts, les organisations de meetings.

● Solidarité en ADHERANT à la F. C. L., le Parti révolutionnaire.

LIB

LIBÉREZ PIERRE MORAIN

BIENTOT cette phrase fleurira sur tous nos murs ! ».

C'est ainsi que s'exprime un militant de l'Est qui nous écrit. Déjà, sur les murs de Paris et de nombreuses villes de France, éclosent par centaines les affiches d'alarme et d'action : « *Pierre Morain est en prison pour sa lutte anticolonialiste : Tous à l'œuvre pour l'arracher des griffes de l'impérialisme !* »

Camarade Morain, sois tranquille. Nous sommes tous solidaires, tous les travailleurs sont solidaires. Bien sûr, le sectarisme partisan n'est pas encore vaincu définitivement, bien sûr certains militants ouvriers préfèrent encore faire passer leurs petits intérêts sordides avant la grande cause, celle de la solidarité prolétarienne, nécessaire, indispensable pour briser les tentatives et les mesures fascistes.

Mais, partout où les affiches de la Fédération sont habituellement lacérées, les affiches de la protestation restent, intactes... à moins qu'une meute de flics vienne les arracher !

Camarade Morain, ton emprisonnement n'aura pas été inutile. Il est la marque du début d'un renouveau de l'action de classe. Il montre que tous les travailleurs doivent lutter, UNIS, contre la bourgeoisie. Il montre qu'il n'y a pas de bons patrons ni d'alliance de tous les bons Français : il y a seulement des exploiteurs et des exploités. Les exploiteurs sont unis, eux, pour vaincre. Les travailleurs doivent être aussi unis. Sinon, demain, la réaction triomphera, le mouvement ouvrier sera démantelé.

Tous unis pour faire libérer Pierre Morain, c'est être tous unis contre la bourgeoisie, le colonialisme, la guerre !

M. MOREAU.

La conférence des « Quatre »

DISCOURS DE PROPAGANDE et mystification des travailleurs !

A Genève, les « 4 Grands » : Boulganine, Eisenhower, Eden, Edgar Faure sont réunis, avec leurs ministres des Affaires étrangères et leurs nombreuses délégations. Depuis des semaines, les déclarations spectaculaires se sont succédées, pour préciser les positions de chaque puissance, les « plans » de désarmement, les affirmations du désir de détente.

Pourtant la Conférence s'ouvre sans qu'aucun ordre du jour soit fixé, et sans que les points de vue se soient rapprochés.

Eisenhower a réaffirmé sa volonté de voir l'Allemagne de l'Ouest réarmée et intégrée à l'OTAN, avant toute discussion sur la réunification. Il veut discuter à Genève de l' « asservissement des Etats satellites », de « l'ingérence dans les affaires intérieures des pays libres », de la situation des pays divisés (Allemagne, Vietnam, Corée), toutes questions qui risquent de provoquer l'hostilité de la délégation russe.

Edgar Faureet Eden vont défendre un plan de désarmement franco-britannique. Ce plan prévoit l'interdiction de l'emploi des bombes atomiques, **sauf en cas d'agression**, et l'arrêt de la fabrication. Comme chaque guerre a pour prétexte une « agression », on voit que l'interdiction des armes atomiques n'aurait aucune valeur.

Boulganine, réaffirmant sa volonté de « coexistence pacifique », a renouvelé sa proposition de « pacte de sécurité mutuelle ». On ne voit pas très bien comment les puissances des deux blocs accepteraient... la disparition des blocs par leur fusion dans un même système de sécurité ! C'est là une utopie que nous devons dénoncer parce qu'elle entretient chez les travailleurs l'illusion d'une possibilité de fondre ensemble les deux blocs. L'existence des deux blocs impérialistes n'est pas une création artificielle, elle découle de conditions économiques et politiques déterminées. Les rivalités économiques entre le capitalisme américain et le monopole étatique du système russe, l'opposition entre la « démocratie » bourgeoise des Occidentaux et le faux socialisme de l'U.R.S.S., entraînent inévitablement l'existence de deux blocs. La guerre est une nécessité économique pour le capitalisme occidental, comme le réarmement du bloc atlantique justifie la poiltique impérialiste de l'U.R.S.S. et l'ajournement de l' « édification du communisme ».

Il ne peut sortir de la Conférence de Genève que des affirmations platoniques sur la condamnation de la guerre atomique. Le système capitaliste (privé ou étatique) porte en lui la nécessité du réarmement et de la guerre. Tout au plus, la stabilisation des forces des deux blocs peut aboutir à une coexistence limitée et provisoire, avec des échanges économiques, dont ont besoin les deux systèmes pour maintenir leur exploitation, l'un au nom de la « liberté », l'autre au nom du « socialisme ». Il est possible que les dirigeants de la « patrie du socialisme » sauvent le capitalisme occidental de la crise menaçante par des accords économiques.

La paix ne peut pas être établie à Genève. Il peut seulement, dans l'hypothèse la plus favorable, s'établir un équilibre provisoire, un accord de coexistence limité.

Ceux qui comparent la Conférence à 4 avec la Conférence sur l'Indochine, semblent ignorer les raisons qui avaient pu aboutir à un accord sur l'Indochine. En juin 54, les colonialistes, acculés à un désastre, réussirent à sauver le maximum grâce à un accord qui était une véritable duperie pour les combattants viet-minh.

Seule une société communiste libertaire peut assurer définitivement la paix. La seule lutte pour la paix, c'est la solidarité internationale de tous les prolétaires contre tous les exploiteurs et les impérialistes fauteurs de guerre.

Les conférences diplomatiques n'apporteront jamais la paix aux peuples: elles ne servent qu'à entretenir la propagande des impérialismes, à semer l'illusion et la mystification dans les rangs des travailleurs.

La classe ouvrière doit refuser de prendre parti avec un ou l'autre bloc. Elle doit lutter pour ses intérêts de classe, pour son émancipation, contre les capitalismes privés et étatiques, sur la base du 3e **front révolutionnaire** des exploités contre les exploiteurs.

Pour les communistes libertaires, la lutte pour la paix c'est le combat révolutionnaire contre tous les militarismes et les impérialismes, c'est la préparation de la Révoultion sociale par le développement de l'Internationale Communiste Libertaire et de ses sections.

G. SIMON.

Solidarité Révolutionnaire

Semaine du 10 au 17 Juillet

André Marty, 5.000; Laval, 300; Groupe Narbonne, 4.000; Fontenis, 525; Groupe Paris-19e, 2.100; Un Roto, 1.000; Goby, 500; Mme Ricaud, 500; Un Auxerrois, 1.000; Ducerf, 200; Rochery, 2.000; Jean Lerenard, 100; Lola Roussel, 100; **Lemaire, 60.**

Total 6e liste	17.385
Total précédent	174.191
Total général ..	191.576

FELTIN sous Vichy... ... *et depuis*

1. *Dans* la Vie Sociale de l'Eglise, *édité par la « Maison de la Bonne Presse », 5, rue Bayard, Paris, en* 1942, *nous lisons ces appréciations de* Mgr Feltin, *alors archevêque de Bordeaux :*

« *On pourrait longuement énumérer les points de contact existant entre les directives sociales du Pape Léon XIII et Pie XI d'une part, et les idées, les consignes, les réformes sociales et économiques du gouvernement de la Révolution Nationale en France, sous l'autorité du Maréchal Pétain d'autre part...*

« L'ordre social nouveau que veut établir en France le Chef de l'Etat (*Maréchal Pétain*) s'inspire nettement des enseignements pontificaux... »

2. *Monseigneur Feltin est actuellement cardinal archevêque de Paris.*

*Le gouvernement de la République lui a confié récemment les fonctions d'*aumônier général des Armées de terre *et conféré le titre de* Vicaire aux Armées.

C'est à ce titre de Vicaire aux Armées de la République que Mgr Feltin a été reçu au Camp de Satory le 24 novembre 1954 :

« *A* 15 *heures, la voiture fut entourée, à l'entrée de Versailles, par une escorte motocycliste de gendarmes... l'Archevêque fut reçu par le Général Zeller, gouverneur militaire de Paris, et d'autres personnalités*

(*Suite page* 2)

ADHEREZ A LA F. C. L.

APRES l'attentat du Rond-point Mers-Sultan, qui apparaît clairement comme une provocation, les tueurs colonialistes ont, pendant trois jours (jeudi, vendredi, samedi) assassiné des Marocains, incendié des boutiques marocaines, avec la complicité au moins passive de la police.

A nouveau, l'habitation de Me Jean-Charles Legrand fut assiégée par les colonialistes en fureur qui ne peuvent pardonner à ce courageux avocat de défendre les résistants marocains. Sa vie étant menacée par les manifestants, l'avocat dut faire usage de son arme, et un homme fut tué. Le résultat, c'est que Legrand a été arrêté pour homicide volontaire et port d'armes, alors qu'il n'a fait que se défendre quand sa vie était en danger !

Il est clair que là encore une provocation organisée avait pour but d'emprisonner l'avocat détesté par les colonialistes. Dans tous ces troubles causés par les provocateurs, la police, souvent absente, n'intervint pas, sauf pour soutenir les émeutiers fascistes.

La réaction immédiate des « forces de l'ordre », après ces manifestations fut de cerner la médina, de décréter l'état de siège contre... les Marocains. Ceux-ci devaient riposter par des manifestations. La région de Casablanca est transformée en région militaire et passe sous le contrôle direct de l'armée.

Depuis samedi, la Légion, les goumiers, les parachutistes cernent et ratissent la médina. Les chars tirent à la mitrailleuse et au canon sur les habitations et la population civile. Les Marocains se défendent en dressant des barricades, en lançant des grenades sur les tanks. Ainsi la médina est transformée en champ de bataille sanglant, les populations sont massacrées par les forces de répression qui n'interviennent pas contre les manifestants colonialistes.

Les événements sanglants de Casablanca montrent l'affolement qui règne dans les milieux colonialistes devant la révolte du peuple opprimé. Le caractère borné des colonialistes français qui se refusent à la plus petite concession, explique la violence de leurs attaques contre le nouveau résident général Grandval et les provocations organisées, avec la complicité de la police, pour amener une répression sanguinaire.

Mais les colonialistes se trompent lourdement s'ils croient pouvoir se maintenir encore longtemps par la force brutale et le massacre contre un peuple révolté.

Sauvons les condamnés algériens *de la guillotine*

A ce jour, 37 MILITANTS ALGERIENS ont été condamnés à mort par les tribunaux militaires algériens.

Il est nécessaire de rappeler à nouveau toute l'infamie de ces sentences. Les combattants algériens qui tombent entre les mains des forces de répression devraient être considérés comme des prisonniers de guerre et ne devraient même pas être jugés. Or, le gou-vernement impérialiste français, suivant l'exemple des nazis pendant l'occupation, s'acharne à considérer les résistants algériens comme des bandits ou des assassins, alors que ceux-ci n'ont fait que lutter à armes égales contre les troupes de répression !

Le caractère nazi des condamnations à mort ne doit donc échapper à personne, et c'est pour cette raison que tous, nous travaillerons avec acharnement à empêcher les exécutions et de nouvelles condamnations à mort.

Pour l'instant, le cas des condamnés a été porté devant la Cour de Cassation. Mais les colonialistes, mécontents de ce retard apporté à l'exécution des sentences, réclament la constitution d'une Cour de cassation militaire qui, elle, serait au service complet des gros colons.

Cependant, l'appel que le M.L.A. a lancé (regrouper le maximum de personnes sur le point précis des condamnations à mort, en dehors de toute question de politique partisane) a été entendu. Voici la listes des premières personnalités qui ont répondu.

L. C. BONNAY, *au nom de la Fédération de la Seine du Parti Socialiste de Gauche;*
Louis HOUDEVILLE, *au nom du Secrétariat des Comité de Défense Sociale et d'Entraide ;*
Georges FONTENIS, *au nom de la Fédération Communiste Libertaire;*
LEQUENNE, *au nom du Groupe Bolchevick-Léniniste;*
Jean MAITRON
Le Groupe Surréaliste: Gérard LEGRAND, L. JANOVER, José PIERRE, Georges GOLDFAYN, Nora MITRAM, Robert BENAYOUN, André BRETON, Jean SCHUSTER, René DURICHER, Charles ETIENNE, Jean-Louis BEDOUIN, Anne VERNIER;
Robert BARROT;
Claude BOURDET;
Robert CHERAMY;
Marceau PIVERT; Paul RUFF.
Le Rassemblement des Gauches Etudiants.
P. PHILIPPE, *au nom du Mouvement de Lutte Anticolonialiste;*

BULLETIN D'ADHESION

Nom, prénom .....

Adresse .....

.....

Adhère au Mouvement de Lutte Anticolonialiste.

Ci-joint 100 francs (prix d'adhésion); 500 frs (soutien); 1.000 francs et au-dessus (soutien exceptionnel).

C.C.P. P. Philippe, 9935-19 PARIS - 219, rue de Crimée - Paris 19e

Déjà de nombreuses signatures ont été adressées au Président de la République. Mais cette forme d'action est très insuffisante et il faut envisager de passer à des actes plus efficaces. Le M.L.A. s'y emploie. Déjè une affiche dénonçant les condamnations a mort a été collée dans tout Paris. Bientôt, c'est un grand meeting qui rassemblera tous les adversaires des condamnations politiques et qui alertera l'opinion publique qui aura lieu.

Empêchons les exécutions capitales de militants algériens.

Adhérez au M.L.A.

ATTENTION !

En raison des vacances, « Le Libertaire » suspend momentanément sa parution hebdomadaire. Le prochain numéro paraîtra le 4 août. Le numéro suivant paraîtra le 1er septembre, et à partir de cette date, reprise normale de la parution.

COMMENT « ILS » STOPPENT LA POUSSÉE OUVRIÈRE

BOTHEREAU (Secrétaire général F.O.) a écrit une lettre à « De » Villiers, Président du patronat français, pour le mettre en garde contre les dangers « d'une explosion sociale » et de « l'aventure »....

Mauvais et Le Léap (C.G.T.) feignent d'être choqués ! Pourquoi la direction C.G.T. a-t-elle fait cause commune avec F.O. pour imposer la reprise du travail aux grévistes de Penhoët « sur la base de sabotage de 5 frs d'augmentation et cinq jours fériés » (*Lib* n° 437) ?

L'agitation et la fièvre ouvrière persistent : Le Léap, envoyé d'urgence, a eu beau s'époumonner, la base gronde et les 13.000 métallurgistes ont voté à plus de 80 *% contre* l'accord conclu le 3 juillet entre patrons et syndicats ouvriers.

Qui fait, dans ce cas, le jeu des briseurs de l'Unité ? Ce sont certains — la plupart — des hauts fonctionnaires syndicaux dont on sait les attaches à des partis politiques réformistes. Ils sont ainsi contraints, en fait, à une tâche de sabotage dans le mouvement ouvrier.

Il ne faut pas renoncer à la lutte. Les travailleurs parviennent, appuyés par des circonstances favorables, à des succès locaux ou d'entreprise. Ainsi chez Bendix (Drancy et Clichy), après 4 jours de grève, les gars obtiennent une prime de vacances de 12.000 frs, plus un complément familial et 2 jours de congés payés supplémentaires.

Mais dans le même temps, les ouvriers de Commentry (Allier) poursuivent une longue grève depuis trois semaines et occupent l'usine pour s'opposer au licenciement de 90 de leurs frères de classe. à l'atelier des wagons, et par la suite de toute l'usine.

Il faut, sans tarder, que les travailleurs passent tous ensemble à l'offensive générale. Les usines et les mines du Centre et du Midi doivent cesser de fermer leurs portes pour continuer à donner un gagne-pain à la population régionale. La déportation, l'exode de familles de mineurs vers le bassin de la Lorraine seraient stoppées; la conquête de salaires décents par la *suppression des abattements de zone* et le principe de *l'augmentation uniforme,* ce serait aussi *plus de loisirs* dans une *semaine de 40 heures*.

Ce serait encore le refus de l'impôt du sang et de la tâche de bourreaux que ce gouvernement réactionnaire impose aux jeunes du contingent en Afrique du Nord. Ce même gouvernement qui refuse d'augmenter nos salaires, accorde des sommes fabuleuses aux colons pour la répression.

L'unification syndicale deviendrait dans le feu de la lutte un fait que nous, travailleurs, nous imposerions par notre action par la grève générale.

C'est la seule façon d'en sortir. Il faut que ça change. Il faut refaire tous ensemble notre centrale syndicale ouvrière, une nouvelle C.G.T. virulente, combative, avec une direction révolutionnaire contrôlée démocratiquement par tous les travailleurs.

La classe ouvrière le demande : sachons en être les meilleurs représentants et les artisans de l'Unité des travailleurs dans la lutte contre le capitalisme.

MULOT.

Des Correspondants du LIBERTAIRE

A Guendouz, commune mixte d'Akbou, crimes colonialistes

Deux travailleurs algériens, résidant en France, mais pères de famille nombreuse en Algérie, sont venus passer leurs vacances en Algérie. Ces deux hommes étaient toujours brimés par les autorités « zélées » qui déploient tous leurs efforts pour faire arrêter les braves gens. Aussi, après avoir été provoqués maintes fois, les deux hommes ont disparu de la région.

Malheureusement pour eux, leur disparition s'est produite le jour même où le garde champêtre de leur douar (Aït R'Zim) a été exécuté en raison de ses relations avec l'Administration.

Les forces de répression sont venues et, appliquant le principe nazi de la responsabilité collective, ont brûlé et dynamité les demeures où habitaient les familles de ces deux militants. Mallou Ahcène a trois frères, ses parents et sa grand-mère. Habechou Hamour a trois frères et ses parents. Aujourd'hui, dépourvus de tout, ces familles couchent à la belle étoile!

Nous, travailleurs algériens, appelons les travailleurs français à dénoncer avec nous ces méthodes hideuses appliquées à notre peuple qui n'a pas commis d'autre crime que celui de vouloir sa liberté.

AKLI.

La politique en Guadeloupe :

UNE FARCE COLONIALISTE

NOUS avons dans un précédent article commencé de jeter bas vos belles illusions sur ces îles paradisiaques que l'on nomme Guadeloupe et Martinique. Mais nous gardions en réserve pour la bonne bouche, des faits qui font le couronnement, le chef-d'œuvre et la honte de l'exploitation capitaliste qui entraîne avec elle la pourriture des mœurs politiques de ces malheureux départements.

Quoique fortement influencée par un catholicisme intransigeant voire même borné issu tout droit des vieilles mœurs espagnoles, la population antillaise est en majorité communiste et a une moindre échelle socialiste. Non point de conviction doctrinale et réfléchie mais plutôt instinctivement, vitalement si l'on peut dire parce qu'elle sent dans ce parti, le seul moyen, la seule arme de défense. A tort, sans doute. Car le parti communiste n'a entrepris aucune action de masse, d'envergure capable d'inquiéter sérieusement le gros patronat colonialiste. Il se contente de prôner les pétitions et de faire appel à la légalité républicaine ! (voir journal « l'Etincelle » organe du parti communiste).

Coupé presque totalement de la métropole quant aux grands mouvements qui l'agitent, privé d'une large presse, ignorant tout des grands problèmes mondiaux (aucun journal métropolitain ne se vend à la criée à Pointe-à-Pitre et à Fort-de-France) le prolétariat Antillais à peine instruit reste impuissant devant les manœuvres des politiciens.

En 1946 était élu maire de Pointe-à-Pitre Amédée Fougarole, fondateur de l'Union de la jeunesse guadeloupéenne, communiste. Quelques heures après son élection le nouveau maire décédait d'une mort douteuse sans qu'aucun médecin ne veuille se prononcer. Assassinat camouflé. On mettait d'office à sa place M. Valentino socialiste dont le mandat brille par l'absence de toute action utile à la commune. Nous vous avons conté dans quel état d'abandon se trouve la malheureuse ville de Pointe-à-Pitre.

En 1953 dans la localité du Moule est élu Rosan Guard, communiste. Après trafic frauduleux du scrutin, et la présence de la force en l'occurence des C.R.S., est élu Jacel Beaubois réactionnaire notoire. Ces jours derniers, le 17 avril avait lieu l'élection pour pourvoir des sièges de conseillers généraux. Bien avant la date de l'élection, des perquisitions furent effectuées par les gendarmes aux domiciles de personnes appartenant au parti communiste, et le 17 avril, malgré la présence de Rosan Girard député de la Guadeloupe, on élisait de nouveau Paul Beaubois. La ville du Moule était bourrée de C.R.S. et de voitures de l'armée prêtes à intervenir si quelque manifestation s'était déclarée en faveur de Girard extrêmement populaire en ces lieux.

Le préfet arbitre en ces circonstances ne fit jamais rien pour intervenir, pour faire respecter la « légalité » républicaine... ayant sans doute des ordres.

Toujours dans cette même localité, ce fameux maire sommé de s'expliquer sur les comptes de la commune, par lettre recommandée du 5 février se tait. Le 11 février, le 16 février nouvelles sommations lui sont faites. A l'approche des délégués chargés de s'expliquer avec lui, le maire détale à toutes jambes. Jamais le livre de comptabilité n'a été communiqué aux citoyens de la ville sur leur demande et conformément à la loi. Où passe l'argent des contribuables destiné aux travaux de réfection et d'embellissement de la ville ? Dans la poche des petits copains auxquels on délivre des factures de fantaisie afin de mieux les attacher au char politique de M. Beaubois !

Qui sanctionnera cet aventurier au petit pied ? Le procès intenté pour fraudes électorales lors des élections de 53 qui devait se juger le 25 et 26 février à Fort-de-France est renvoyé au 20 et 21 mai. C'est ainsi que l'on défend la légalité républicaine, en laissant courir les voleurs.

A Pointe-à-Pitre même le sieur Valentino député maire tenta par une élection frauduleuse d'adjoindre à la commune qu'il administre des terrains appartenant à une autre localité. Le résultat douteux a été soumis au Conseil d'Etat où M. Valentino trafique actuellement de ses influences. Qu'a-t-il besoin de nouveaux terrains qu'il laisse dans un état de malpropreté intolérable !

Voici donc évoqué le climat dans lequel évoluent politiciens et électeurs de la Guadeloupe. Ce n'est pas un appel à la légalité qui y changera quelque chose mais l'union active du prolétariat antillais appuyée par des manifestations assez vastes pour démontrer sa force, et par un programme vraiment démocratique et ouvrier, directement inspiré du communisme libertaire seul gage d'honnêteté et de justice sociale.

Christiane BORIS.

A Hombourg (Haut-Rhin), sur les chantiers du canal d'Alsace

Deux mois de luttes acharnées ont donné la victoire aux travailleurs !

Un de nos camarades de Hombourg (Haut-Rhin), délégué C.G.T., nous relate la magnifique bataille ouvrière de deux mois à laquelle il a pris une part très active. et dont la Presse (ouvrière comprise) n'a soufflé mot.

La Rédaction.

Hombourg, le 24 juin 1955

A l'heure actuelle, quelque deux mille familles sont sans ressources économiques depuis le 15 juin 1955, sur l'ensemble des chantiers du Grand Canal d'Alsace où les directions des diverses entreprises exploitant les ouvriers de la chute de Fessenheim (Ht-Rhin) ont fermé leurs portes !

Les temps ont changé !... Les forçats du béton, conscients de leur valeur de classe sociale, ont saisi le knout des mains de leurs maîtres pour les frapper à leur tour !... Depuis un an, nous étions bafoués, exploités, asservis, esclaves des bennes de béton que les grues desservaient sans pitié sur des coffrages hâtivement dressés dont le travail était surveillé par autant de gardes-chiourmes que pouvait se permettre d'entretenir le patronat ! Ayant une première fois réalisé l'Unité au sein de l'entreprise Chagnaud (C.G.T.-Indépendants), nous entrons dans la lutte en déclenchant une grève perlée à laquelle se joint l'entreprise Billiard.

Après trois semaines de lutte, nous obtenons le panier à 111 frs comme les ouvriers de l'E.D.F., et la prime mensuelle de rendement !

Ceci se passait en juin 1954 ! Devant le mécontentement général, au mois de mai 55, nous revendiquons cette fois une augmentation des salaires de l'ordre de 20 %, le panier à 1 heure et demie comme le stipule une loi du Haut-Rhin, une prime de rendement qui ne soit pas une aumône, et en général le respect des accords des grands barrages !

Le mouvement débute chez C.I.T.R.A., où après 48 heures de grève perlée, ils obtiennent un relèvement de salaire égal à l'augmentation quasi générale d'une catégorie... Chagnaud et Billiard entrent dans la danse avec un mouvement de perlé alterné de tournantes. Ces directions refusent toute augmentation, prétextant les marchés trop bas stipulés avec le maître-d'œuvre, soit l'E.D.F.

Le mouvement continue, mais les directions menacent de faire le lock-out.

M. Lefoulon, maître-d'œuvre, tient des propos « jemenfoutistes » et refuse de reviser les marchés.

Après quelques bris de verre et de portes démontées aux bureaux E.D.F., le 16 mai, les ouvriers inter-entreprises prennent de force une dizaine de cars, et se rendent à Colmar manifester devant la Préfecture et dans les rues de la ville ! Devant nos délégués, le patronat et les divers responsables régionaux se livrent à des manœuvres machiavéliques afin de faire reprendre le travail normal sur de simples promesses ! L'action continue, avec le minimum de rendement !

Le 21 mai, nouvelle action sur Colmar avec l'appui de 1.200 ouvriers qui se rendent vers la ville sur 17 cars de l'E.D.F. Durant les puissantes démonstrations de masse, les C.R.S. se camouflent...

Le mouvement porte, car le département est alerté!

Quelques jours plus tard, à la date fixée par M. Lefoulon en vue d'accords avec nos représentants, un plantureux gueuleton a lieu à la salle des fêtes d'Ottmarsheim, réunissant 250 congressistes internationaux des grands barrages, protégés par les C.R.S. ! Des manifestations ont lieu en signe de protestation, car on escamote le rendez-vous pour sabler le champagne.

L'E.D.F. entre enfin en lutte avec l'arrêt du concassage, des chauffeurs et pelleurs mécaniques et les entreprises sont immobilisées, car le ravitaillement en agrégats est stoppé ! Le maître-d'œuvre et la direction s'alarment !... Réunions de conciliation, puis paritaires à la Préfecture de Colmar, et enfin la victoire semble nous sourire, car nous avons obtenu une augmentation de salaires variant entre 13 et 23 pour cent, soit :

de 105 à 130 fr. de l'heure; de 111 à 135; de 115 à 139; de 121 à 142; de 133 à 150; de 142 à 160; de 151 à 170; de 181 à 204 francs.

Pour le panier et l'amplitude, promesse d'une réponse favorable après 4 jours ! Le travail reprend normal sur l'ensemble des chantiers, mais l'union, la merveilleuse union intersyndicale est vigilante. A signaler en passant le bon travail effectué par les délégués Michel (C.G.T.) et Lallement (Indépendant).

M. Lefoulon, maître-d'œuvre, venu de Paris, insulte la classe ouvrière en déclarant qu'il a 20 minutes à perdre pour discuter sur les points litigieux sur lesquels il refuse de s'étendre.

Devant ce refus, les 50 ouvriers de l'E.D.F. qui avaient paralysé le ravitaillement en agrégats, reprennent le mouvement de grève, épaulés pécuniairement par les ouvriers des autres entreprises.

Enfin, le 15 juin, malgré le travail possible sur les coffrages, à défaut de béton, les directions Chagnaud (usine) et Billiard (écluses) ferment abusivement leurs chantiers.

Aujourd'hui 24 juin, aucun accord n'étant intervenu, la grève au sein de l'E.D.F. continue et les ouvriers des entreprises sont toujours à l'arrêt total ! Mais, malgré tout, le moral est bon et l'action par les ouvriers de St-Nazaire nous prouve qu'un vent révolutionnaire se lève sur le monde en passant par les U.S.A., l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie, l'Afrique du Nord et la France, et qu'il suffirait d'une poussée décisive des diverses centrales syndicales pour balayer ces gouvernements bourgeois protégés par leur mur d'argent et leurs chiens de garde. Nous pensons aussi, quoique amèrement, que nos bonzes syndicaux doivent être les premiers à subir cet effet, et que nous, militants de base, avons le devoir d'assainir nos directions en plaçant à leurs têtes de vrais révolutionnaires.

Nous, ouvriers du Grand Canal d'Alsace, avons réalisé l'union en dépit des marchands de timbres et des consignes paroissiales.

Nous avons conscience de pousser le syndicalisme sur une bonne voie en l'édifiant sur de saines conceptions.

L'esprit communiste libertaire fait son chemin.

ESSEGAI (délégué C.G.T.)
(*Correspondant.*)

FELTIN

(*Suite de la première page*)

militaires et civiles. Un bataillon avec drapeau rendait les honneurs. »

(Figaro, 25 novembre 1954.)

De même, le Monde *du* 18 *mai* 1955 *nous apprend que :*

« *Le cardinal Feltin, archevêque de Paris, a été reçu à l'école militaire de St-Maixent, où les honneurs militaires lui ont été rendus. Accompagné de plusieurs aumôniers, le cardinal, après avoir fleuri le monument aux morts, a prononcé une allocution devant les officiers. Il a déjeuné dans le cloître de l'ancienne abbaye, à la caserne Canclaux, avec notamment le préfet des Deux-Sèvres et la municipalité.* »

3. *La nomination de Mgr Feltin au poste d'Aumônier général des Armées de Terre, permet cependant au cardinal d'exercer une action auprès des gouvernants et des parlementaires français. C'est ainsi que le* 17 *novembre* 1954, *il a précidé la messe de rentrée des Assemblées.*

« *Plusieurs centaines de parlementaires étaient présents. Dans le chœur, le général Ganeval représentait le Président de la République. On reconnaissait dans l'assistance : MM. Temple, Buron, Robert Schuman, Georges Bidault, Ernest Pezet, représentant le Président du Conseil de la République, Raymond Laurent, vice-président de l'Assemblée Nationale, etc.*

« *A l'Evangile, le cardinal Feltin (déclare que l'Eglise) laisse à ses fils engagés dans la politique la plus grande liberté à condition qu'ils restent fidèles aux principes de la foi et de la morale chrétienne.* »

(Figaro, 18 novembre 1954.)
(Correspondant.)

Le Directeur-Gérant : G. FONTENIS.

SOFRIM - 17, rue de Clignancourt, Paris.

Communiqué du M.L.A.

Réponse à une feuille infâme

« Les Informations politiques et sociales », feuille financée par l'officine fasciste « Paix et Liberté », nous informent dans leur numéro du 13 juillet 1955 :

TRENTE ORADOURS PAR MOIS

Le « Mouvement de lutte anticolonialiste », dont le « secrétariat provisoire » est 219 *rue de Crimée, Paris-*19e, *diffuse les tracts d'inspiration communiste que le Parti préfère éviter de prendre ouvertement à son compte.*

Le tract que nous avons sous les yeux dit que la France fait aujourd'hui en Algérie ce que faisait l'Allemagne en France de 1940 *à* 1944. *Il dit que « l'on oblige nos jeunes du contingent à rééditer chaque jour les exploits d'Oradour-sur-Glane ». Il dit qu'en Algérie « les jeunes travailleurs français sont utilisés comme bourreaux nazis ».*

La vérité fait mal à MM. les fascistes des *Informations politiques et sociales.* Evidemment ! ce sont les mêmes qui traitaient les résistants français de « hors la loi » pendant l'occupation nazie. Rien d'étonnant à ce qu'ils aient la même opinion au sujet des résistants algériens !

Il n'empêche que chaque jour les jeunes du contingent prennent davantage conscience de la sale besogne que l'on veut les obliger à faire : c'est pour cette raison que des centaines et des centaines d'entre eux refusent de marcher, refusent d'être « des bourreaux nazis ».

Quant à l'assertion selon laquelle le M.L.A. est inspiré par le P.C.F., elle est simplement digne de ses auteurs: c'est une affirmation « trouvée » par des cerveaux fascistes, donc évidemment de « la plus haute valeur intellectuelle » ! Cela ne mérite pas de s'y attarder davantage...

Par contre, nous sommes persuadés (et nous l'espérons de toutes nos forces) que de très nombreux militants du P.C.F. pensent comme nous sur ce point et qu'ensemble, en unissant tous nos forces, nous parviendrons à notre but : RETRAIT DU CONTINGENT : LE M.L.A.

La Réforme de l'Enseignement

(Suite du précédent numéro)

NOUS publions cette semaine la fin du texte du S.N.I. du Rhône, relatif à la réforme de l'Enseignement. Nous publierons dans notre prochain numéro le point de vue communiste **libertaire.**

LA REDACTION.

Enfin, et sans en tirer argument, nous croyons devoir attirer l'attention sur un phénomène inéluctable, auquel nos dirigeants ne semblent guère avoir songé lorsqu'ils ont préconisé la politique de natalité, et auquel ils pareront grâce à de nouveaux moyens de fortune, à la petite semaine, lorsqu'il n'y aura plus d'issue efficace. C'est que l'accroissement démographique dépassera bientôt le niveau de l'âge scolaire et aura sa répercussion sur le marché du travail. Déjà, des jeunes filles et des jeunes gens de 14 ans, au sortir de l'Ecole primaire, ne trouvent pas de place dans les centres d'apprentissage qui, insuffisants, sont obligés de pratiquer des concours d'entrée. Dans quelle mesure le recul à 16 ans de l'obligation scolaire n'est-elle pas envisagée pour freiner l'accroissement de la main-d'œuvre... et du chômage ? Ce qui enlèverait à ce projet actuel le bénéfice de la générosité !

Ajoutons encore, pour répondre à certaines questions au sujet du baccalauréat, que le principe de l'examen reste pour nous valable, et qu'il est de tout évidence autrement équitable que le certificat de scolarité délivré par n'importe quel directeur de n'importe quel établissement.

La véritable réforme de l'Enseignement, celle que souhaite tout esprit pour que soit mis sur pied un judicieux système d'éducation, ne peut être basée que sur la *Nationalisation de l'Enseignement,* permettant à tous les enfants de France de fréquenter l'Ecole publique. Quelle que soit leur origine sociale ou l'aspiration religieuse ou philosophique de leurs parents, et qu'ils soient destinés au barreau ou à l'agriculture, à la médecine ou à l'industrie, au commerce, à l'enseignement, au couvent ou au séminaire, tous les Français ont le droit, absolu et inviolable, de recevoir dans leur enfance, une éducation assurant pleinement l'épanouissement, aussi large que possible, de chacun d'eux, et développant au mieux le sens de la fraternité humaine.

Cette réforme-là n'est certes pas pour aujourd'hui... où l'on préfère exhumer la loi Falloux en faveur de la formation des prêtres de la religion catholique !

Mais celle qu'on nous propose — comme celle que nous souhaitons — nécessite des moyens financiers substantiels... auxquels nous ne sommes guère habitués. Aucune réforme, quelle qu'elle soit, n'est valable, si des crédits importants ne sont pas chiffrés, votés, dégagés. Les crédits nécessaires vont-ils tomber du ciel, miraculeusement ? Nous ne le croyons pas !

C'est pourquoi le projet qui nous est présenté (comme tous qui peuvent l'être dans l'actuelle période de paupérisme) ne peut aboutir, au plus, qu'à un replâtrage trompeur. Il présente le grave danger de s'opérer probablement au détriment de la laïcité de l'Ecole.

Et c'est pourquoi la Section du Rhône du Syndicat National des Instituteurs — au risque de paraître... rétrograde — se prononce nettement contre toute réforme *actuelle* de l'Enseignement ! Elle préfère, quant à elle, que le statu quo soit maintenu avec l'octroi des crédits indispensables : l'heure n'est pas aux projets, et il ne convient pas de placer la charrue avant les bœufs ! L'heure est au financement efficace de ce qui existe : nous demandons des locaux, des maîtres nombreux et bien préparés, des Ecoles Normales et des professeurs, des centres d'apprentissage, des classes agricoles, des lycées et des collèges, des traitements de début suffisants.

Tout le reste ne peut être — et n'est — que bavardage inopérant, démagogie outrancière, dérivatif soporifique ou jésuitisme dangereux.

Le 30 mai 1955

La Section S.N.I. du Rhône.